



**HAL**  
open science

## Addendum. Proposals for dynamic and relational analyses of the state's contributions to political (dis)engagement

Lorenzo Barrault-Stella

► **To cite this version:**

Lorenzo Barrault-Stella. Addendum. Proposals for dynamic and relational analyses of the state's contributions to political (dis)engagement. *Revue Française de Science Politique*, 2022. halshs-03882893

**HAL Id: halshs-03882893**

**<https://shs.hal.science/halshs-03882893>**

Submitted on 2 Dec 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lorenzo Barrault-Stella, « *Addendum. Propositions pour des analyses processuelles et relationnelles des contributions de l'État aux (dés)investissements politiques* », *Revue Française de Science Politique*, vol.71, n°5-6, 2021, p. 827-846.

***Addendum :***  
**Propositions pour des analyses processuelles et relationnelles des contributions de l'État aux (dés)investissements politiques.**

Lorenzo Barrault-Stella

La lecture du texte d'Olivier Fillieule « *Post-scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel* », vingt ans après sa publication dans la *Revue française de science politique (RFSP)* en 2001<sup>1</sup>, peut donner une impression de bien connu. Si le plaidoyer pour une analyse processuelle de l'engagement semble désormais aller de soi, cet article fait un pas de côté face à l'illusion de l'histoire naturelle qui guette un tel diagnostic. Il est vrai que le papier est devenu un incontournable en France dans l'étude de l'action collective<sup>2</sup>. La commande qui m'a été faite par la *RFSP* à l'été 2021 en constitue une illustration. Lorsque j'entame ma thèse de science politique à l'Université Paris 1 en 2006, « l'article sur les carrières » est une lecture obligée. À cette période au moins, ne pas le lire constitue une « faute professionnelle<sup>3</sup> » et ce ne sont pas les multiples usages des carrières dans les travaux postérieurs qui apportent un démenti au caractère séminal du texte.

Mais pour ne pas glisser trop vite de la référence à la révérence, il faut revenir sur l'histoire de l'article d'O. Fillieule, du dossier de la *RFSP* de 2001 et de leurs devenirs tant on sait que la pérennité des textes ne repose jamais uniquement sur leurs caractéristiques intrinsèques<sup>4</sup>. Trois temps pour ce faire. *Premièrement*, la novation du regard dont est porteur le *post-scriptum* de 2001 s'inscrit dans un moment d'autonomisation de la sociologie de l'action collective en France. *Deuxièmement*, l'importation d'une approche interactionniste de l'engagement a suscité des controverses et a nécessité un travail continu de traduction. *Troisièmement*, en dépit de la fortune du regard processuel, se pose vingt ans plus tard la question de la routinisation de l'approche car « la recherche dans un domaine donné est, en dernière analyse, sujette à la loi des rendements décroissants<sup>5</sup> » : on peut donc se risquer à un *addendum* pour favoriser le renouvellement de l'étude de l'engagement par le dialogue entre sous-disciplines de la science politique, notamment avec la sociologie de l'État et de l'action publique.

## **La consistance d'une petite révolution symbolique**

---

<sup>1</sup> Olivier Fillieule, « *Post-scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel* », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 199-217. Je remercie O. Fillieule pour nos échanges.

<sup>2</sup> En décembre 2021, Google scholar recense 672 citations de l'article d'Olivier Fillieule de 2001 ; celui de Daniel Gaxie sur les rétributions publié 24 ans plus tôt est cité 597 fois.

<sup>3</sup> Formule prononcée en séminaire de l'École doctorale en 2009 (notes personnelles).

<sup>4</sup> Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990, chapitre 4.

<sup>5</sup> Mattei Dogan, Robert Pahre, *L'innovation dans les sciences sociales*, Paris, PUF, 1991, p. 47.

Si rétrospectivement la publication du texte d'O. Fillieule constitue un *turning point* dans l'histoire française de l'étude de l'action collective, « on gagne (...) lorsqu'on travaille sur la production des idées scientifiques, à remettre les individus dans les contraintes des espaces sociaux dans lesquels ils travaillent<sup>6</sup> ». Car, si elle connaît des déclinaisons internationales sur lesquelles nous reviendrons, la petite<sup>7</sup> révolution symbolique – la conversion des chercheurs francophones à la « nouvelle forme de croyance<sup>8</sup> » que constitue le regard processuel sur les investissements politiques – rendue possible par cet article et d'autres recherches menées concomitamment n'est intelligible qu'en relation avec le travail collectif menée à cette période dans l'étude des mouvements sociaux.

### *Une entreprise collective de renouvellement de la sociologie des mouvements sociaux*

L'article d'O. Fillieule en 2001 s'inscrit dans un moment d'importation collective de travaux américains, alors que les modèles théoriques de la sociologie politique française – parfois jugés trop structuralistes ou exclusivement inspirés par Pierre Bourdieu – sont sujets à renouvellement. Dans les années 1980 en France, si l'on excepte les travaux séminaux sur les partis<sup>9</sup> et ceux sur les « nouveaux » mouvements sociaux portés par les équipes d'Alain Touraine<sup>10</sup>, l'analyse de l'action collective se caractérise par une forme d'« atonie généralisée<sup>11</sup> » : « les trajectoires étaient saisies de façon peu dynamique, les mécanismes de sélection et de formation ignorés<sup>12</sup> ». Les années 1990 sont celles d'une accélération de la recherche française dans l'étude de l'action protestataire, au bénéfice d'une nouvelle génération de chercheurs socialisés à une diversité de sciences sociales du politique. Une série de thèses fondatrices pour la sociologie de l'action collective sont soutenues à l'Université Paris 1<sup>13</sup>, à l'Université Paris X Nanterre<sup>14</sup>, à Sciences Po Rennes<sup>15</sup> et à Sciences Po Paris<sup>16</sup>. C'est dans ce climat d'effervescence (et de concurrence<sup>17</sup>) intellectuelle que s'amorce le renouveau collectif de l'analyse de l'action collective en France, d'une part par un croisement de la sociologie politique française (désormais attentive aux répertoires de l'action collective<sup>18</sup>) et de travaux anglophones d'analyse de l'action contestataire<sup>19</sup>, d'autre part par le recours à la sociologie interactionniste. En 1994, est créé le « Groupe d'étude et de recherche sur les mutations du

---

<sup>6</sup> Michel Dobry, « Je n'ai pas un rapport entièrement détendu à l'histoire », dans Brigitte Gaiïti, Johanna Siméant-Germanos (dir.), *La consistance des crises*, Rennes, PUR, 2018, p. 314.

<sup>7</sup> Au regard de la confidentialité de la production en sciences sociales.

<sup>8</sup> Pierre Bourdieu, *Manet, une révolution symbolique*, Paris, Raisons d'Agir / Seuil, 2013, p. 422.

<sup>9</sup> Bernard Pudal, *Prendre parti*, Paris, Presses de sciences Po, 1989.

<sup>10</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 61-69.

<sup>11</sup> Olivier Fillieule, « La sociologie de l'action protestataire en France. Une internationalisation bien tempérée », dans Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi, Vincent Tiberj (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 145.

<sup>12</sup> Frédéric Sawicki, Johanna Siméant-Germanos, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51, 2009, p. 99.

<sup>13</sup> Celles d'Isabelle Sommier (1993), de Patrick Bruneteaux (1993), de Nathalie Duclos (1996), de Xavier Crettiez (1997).

<sup>14</sup> Celles de Lilian Mathieu (1998), de Philippe Juhem (1998).

<sup>15</sup> Celle de Sylvie Ollitrault (1996). Erik Neveu publie en 1996 la première édition du « Repères » sur la *Sociologie des mouvements sociaux* aux éditions de La Découverte.

<sup>16</sup> Celles d'Olivier Fillieule (1994), de Johanna Siméant-Germanos (1995), d'Éric Agrikoliansky (1997).

<sup>17</sup> La *RFSP* publie en 1994 un vif échange entre Jean Baudoin et Daniel Gaxie autour de la place des approches sociologiques dans la science politique.

<sup>18</sup> Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », *Politix*, 81, 2008, p. 181-202.

<sup>19</sup> Par exemple, Olivier Fillieule, Cécile Péchu, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993 ; Johanna Siméant-Germanos, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

militantisme » (GERMM<sup>20</sup>) avec le soutien de l'AFSP, dont les porteurs sont les futurs coordinateurs du dossier de 2001 : O. Fillieule qui achève sa thèse sur la manifestation<sup>21</sup>, et Nonna Mayer qui, après des travaux sur la politisation des indépendants<sup>22</sup>, porte une attention croissante aux enjeux méthodologiques<sup>23</sup>.

Ce sont les travaux menés au sein du GERMM et par quelques autres, irrigués par les recherches de Pierre Favre qui a notamment dirigé la thèse d'O. Fillieule, qui vont être publiés en 2001 à l'occasion des 50 ans de la *RFSP*, au sein d'« un dossier spécial, original et nourri, [qui] analyse "ces devenirs militants" (engagements, carrières, cheminements) qui caractérisent de nos jours aussi bien les organisations associatives ou les "entreprises de mouvement social" que les formations politiques traditionnelles<sup>24</sup> ». Si les auteur-es entretiennent des rapports variables aux interactionnismes, ils s'efforcent tous de réintroduire une dimension temporelle dans l'analyse et à articuler « les récits aux contextes<sup>25</sup> », le sens de l'engagement avec des éléments d'objectivation. Les articles mettent en œuvre « une conception du militantisme comme processus », qui autorise à « travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie et de la rétraction ou extension des engagements<sup>26</sup> ». D'où le titre « devenirs militants », au double sens d'entrée dans l'engagement (question classique) et de ce que deviennent postérieurement ces militants (rester, sortir, se reconverter, etc.), ce qui élargit considérablement l'analyse. Si l'on décentre le regard, cette novation s'inscrit dans un renouveau de la sociologie à l'échelle internationale, avec la redécouverte du temps par une nouvelle génération de sociologues de l'École de Chicago. En 1999, Andrew Abbott publie un papier sur la nécessité de réintroduire les cycles de vie dans l'analyse<sup>27</sup>, tandis que son ouvrage *Time Matters* sort la même année que le numéro de la *RFSP*<sup>28</sup>. De même, des historiens ont amorcé dans les années 1990 un tournant sociologique, avec le souci d'observer les dynamiques des processus en temporalisant les observations sur le temps court<sup>29</sup>. Ce dossier de la *RFSP* constitue l'une des réalisations dans la science politique française<sup>30</sup> de ce mouvement, international et transversal en sciences sociales, d'attention croissante portée aux temporalités. Et un tel regard processuel est largement compatible avec les travaux de socio-histoire<sup>31</sup> ou de sociologie historique du

---

<sup>20</sup> Initialement « Groupe d'étude et de recherche sur le militantisme moral ».

<sup>21</sup> Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

<sup>22</sup> Nonna Mayer, *La Boutique contre la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

<sup>23</sup> Nonna Mayer, « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La misère du monde* », *Revue française de sociologie*, 36 (2), 1995, p. 355-370.

<sup>24</sup> Jean-Luc Parodi, « Les cinquante ans de la *Revue française de science politique* », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 3. Le dossier est composé d'articles d'Éric Agrikoliansky, Johanna Siméant-Germanos, Cécile Péchu, Sylvie Ollitrault, Philippe Juhem, Ettore Recchi et Valérie Lafont.

<sup>25</sup> Olivier Fillieule, Nonna Mayer, « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 23.

<sup>26</sup> O. Fillieule, N. Mayer, « Devenirs militants. », art. cité, p. 23-24.

<sup>27</sup> Andrew Abbott, « Life Cycles in Social Science History », *Social Science History*, 23 (4), 1999, p. 481-489.

<sup>28</sup> Andrew Abbott, *Time Matters*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

<sup>29</sup> Timothy Tackett suit les députés « avant et après la convocation des États généraux » dans *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 (1<sup>re</sup> édition américaine 1996), p. 277.

<sup>30</sup> Aux États-Unis : Doug McAdam, William Sewell Jr, « It's About Time : Temporality in the Study of Social Movements and Revolutions », dans Sidney Tarrow et al. (dir.), *Silence and Voice dans the Study of Contentious Politics*, New York, Cambridge University Press, 2001, p. 89-125.

<sup>31</sup> Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales*, 39, 1984, p. 681-716.

politique<sup>32</sup> qui se sont développés en France dès les années 1980. Mais outre ce travail collectif de renouvellement processuel de l'étude du militantisme, O. Fillieule formalise un programme interactionniste singulier.

### *L'article de 2001 comme formalisation d'un programme inspiré de l'interactionnisme symbolique*

Bien que le *post-scriptum* de 2001 soit connu, il faut rappeler sa consistance pour mieux saisir son devenir. O. Fillieule plaide pour des approches longitudinales et propose une manière parmi d'autres<sup>33</sup> d'opérationnaliser un programme dynamique. Il s'adosse aux outils de sociologues interactionnistes (Anselm Strauss, Everett Hughes, Howard Becker), notamment de l'interactionnisme symbolique<sup>34</sup>. L'engagement est considéré comme l'endossement d'un rôle et d'une identité, autorisant des degrés fluctuant d'attachement qui peuvent être liés à des motivations préexistantes tout autant qu'à l'activité de l'organisation<sup>35</sup>. Le concept de carrière, retravaillé par H. Becker à la suite de E. Hughes<sup>36</sup>, et circulant alors plus largement en sciences sociales<sup>37</sup>, permet de « comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie » (p. 201).

Outre les articles du dossier, la démonstration prend appui sur l'enquête d'O. Fillieule et de C. Broqua relative aux associations contre le Sida où les deux chercheurs observent un fort *turn over*<sup>38</sup>. D'où la proposition, liée au concept de carrière<sup>39</sup>, d'articuler une analyse compréhensive des raisons d'agir avancées par les activistes (à travers des récits de vie ou des entretiens) à l'objectivation des positions qu'ils occupent dans les organisations (à travers des analyses de cohorte, par des questionnaires permettant de saisir des flux d'entrées et sorties). D'un point de vue synchronique, puisque le militantisme est une activité sociale parmi d'autres<sup>40</sup>, O. Fillieule invite à prendre en considération l'insertion des militants dans une pluralité d'espaces sociaux<sup>41</sup> : il s'agit pour comprendre comment « se déroulent les carrières militantes, de reconstruire (...) l'intrication de plusieurs niveaux d'expérience (...) cela implique qu'on analyse, en relation les unes avec les autres, la carrière militante à proprement parler (antérieure

---

<sup>32</sup> Pour une synthèse : Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 3<sup>e</sup> édition, 2017 (1<sup>re</sup> édition 1997).

<sup>33</sup> Voir la diversité des approches dans Joanie Cayouette-Remblière, Bertrand Geay, Patrick Lehingue (dir.), *Comprendre le social dans la durée. Les enquêtes longitudinales en sciences sociales*, Rennes, PUR, 2018.

<sup>34</sup> L'importation de ces approches en France est faite progressivement à compter des années 1980, avec la traduction d'*Outsiders* d'Howard Becker en 1985, de plusieurs livres d'Anselm Strauss à partir de 1992, la publication ensuite du manuel de Jean-Manuel de Queiroz et Marek Ziolkowski (*L'interactionnisme symbolique*, Rennes, PUR, 1994) et d'un recueil, édité par Jean-Michel Chapoulie, de textes d'Everett Hughes (sous le titre : *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996).

<sup>35</sup> Howard Becker, « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, 66, 1960, p. 32-40.

<sup>36</sup> Anselm Strauss utilise le concept de « trajectoire » dans *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, 1992. Si l'on suit Olivier Fillieule qui lui préfère celui de « carrière », l'emploi de l'une ou l'autre notion « importe assez peu » (p. 201). Sur ces concepts : Jean-Claude Passeron, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31 (1), 1989, p. 3-22.

<sup>37</sup> Par exemple : Diane Vaughan, *Uncoupling*, Oxford, Oxford University Press, 1986, Richard Ekins, *Male Femaling*, Londres, Routledge, 1997.

<sup>38</sup> Christophe Broqua, Olivier Fillieule, *Trajectoires d'engagement. AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001.

<sup>39</sup> Howard Becker invite à tenir ensemble les dimensions objectives (au sens de successions de positions) et subjectives (les changements de perspectives) : *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985, p. 126.

<sup>40</sup> Autre manière de prendre au sérieux la disponibilité biographique : Doug Mac Adam : « Recruitment to High Risk Activism : The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 92 (1), 1986, p. 64-90.

<sup>41</sup> Olivier Fillieule prend appui sur Anselm Strauss et Bernard Lahire, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998.

et présente), la carrière professionnelle (...), la carrière sexuelle et affective (...) la carrière dans la maladie ». Il y a donc autant de carrières interdépendantes que de sphères de vie prises en compte. Dans une perspective diachronique, le programme vise à saisir les évolutions au cours du temps des agencements entre les différentes carrières, en portant attention aux transformations des identités, s'inscrivant ainsi dans la sociologie de la socialisation. Concernant le séquençage des phases, le politiste insiste sur l'importance des « contextes politiques<sup>42</sup> » et les évolutions de « l'image publique d'un mouvement » (p. 211). L'ensemble des propositions doit donner lieu à des investigations qualitatives (pour saisir les perspectives des militants) et quantitatives (par le recours alors privilégié à des questionnaires datés) tout en portant attention aux non-mobilisés<sup>43</sup> et aux sortants (les « ex »<sup>44</sup>). C'est peut-être sur son opérationnalisation statistique que l'article est le moins abouti tant les solutions techniques, on y reviendra, manquent à l'époque. De même, dès lors qu'il s'agit de saisir à une échelle collective les dynamiques d'engagement, le titre du texte focalisé sur « l'engagement individuel » se révèle rétrospectivement malheureux tant il véhicule une représentation atomistique des processus en jeu et un risque d'occultation des collectifs façonnant l'engagement.

Reste que le regard processuel de l'article de 2001 et des travaux menés à cette période élargit considérablement la focale. C'est un programme sensible aux temporalités, aux loyautés, à leurs rétractions, érosions et renouveaux tout au long de la vie et à l'épreuve des transformations sociales qui émerge. La mobilisation centrale de l'interactionnisme symbolique ne conduit en outre pas O. Fillieule à répudier toute approche dispositionnaliste<sup>45</sup> : non seulement les mondes sociaux fréquentés par les militants peuvent être générateurs de dispositions, mais les activités collectives sont aussi potentiellement socialisatrices. Si l'approche d'O. Fillieule endosse un label interactionniste, elle constitue aussi une tentative de synthèse avec des approches attentives aux ancrages sociaux et aux dispositions qui sont sans cesse retravaillées par les contextes. D'où l'énigme portant davantage sur la durabilité et la transposabilité des dispositions. Au-delà du nominalisme théorique, la perspective rappelle l'hybridation de Michel Dobry entre la sociologie de P. Bourdieu et l'interactionnisme stratégique<sup>46</sup>. Et O. Fillieule de préciser combien son article « n'entend pas proposer un modèle mais plutôt suggérer un ensemble de pistes et de manières de faire cohérentes et heuristiques » (p. 215), laissant la porte ouverte à une diversité d'usages qui contribueront au succès de ses propositions.

## **L'implantation de l'approche processuelle de l'engagement en France**

---

<sup>42</sup> Olivier Fillieule publie en 2005 un texte sur les limites des approches de la « structure des opportunités politiques » (SOP) : « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités », dans Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie contestée*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 201-218.

<sup>43</sup> La méthode des « groupes de contrôle » est éprouvée depuis Doug Mac Adam, *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988. Ces groupes concernent le plus souvent des personnes s'étant approchées du mouvement sans y prendre part et non des individus « ordinaires », la norme statistique étant de se tenir à distance des organisations militantes.

<sup>44</sup> Catherine Leclercq, « Histoire d'"ex." : une approche socio-biographique du désengagement des militants du PCF », thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2008 (sous la direction de Marc Lazar).

<sup>45</sup> On se gardera d'opposer la sociologie de Pierre Bourdieu et celle des interactionnistes américains (dont Anselm Strauss) tant elles sont en dialogue dès la fin des années 1960 : Paul Pasquali, « Les coulisses du métier », Préface à la réédition de Pierre Bourdieu, Jean Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2021, p. 51.

<sup>46</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses Sciences Po, 1986.

Mais comment passe-t-on de la publication de 2001 à une transformation du regard des chercheurs francophones travaillant sur la participation politique ? Deuxième temps donc : restituer les apports, les controverses et le devenir de l'approche.

### *Succès des carrières et apports du regard processuel*

S'il n'y a pas de méthode parfaite pour mesurer la fortune des textes, point de doute quant au succès des propositions de 2001 en France. Penser pour ou penser contre, parfois les deux, mais penser avec ce dossier de la *RFSP* nécessairement. En 2009, Frédéric Sawicki et Johanna Siméant-Germanos diagnostiquent un « avènement du paradigme interactionniste<sup>47</sup> ». Dressant un bilan de la notion de carrière dont il a contribué à l'essor, Éric Agrikoliansky évoque en 2016 un large « succès<sup>48</sup> ». En atteste sa diffusion du point de vue des domaines d'analyse (circulation des idées, construction des problèmes, etc.) comme des terrains, avec des voyages dans le temps (mai 1968 et ses incidences biographiques<sup>49</sup>, etc.) et dans l'espace (Afrique du Nord et au Moyen-Orient<sup>50</sup>, Amérique latine<sup>51</sup>, Afrique sub-saharienne<sup>52</sup>, etc.). Jusqu'à aujourd'hui, diverses enquêtes mettent au travail une approche processuelle de l'engagement pour revisiter des questions classiques, à l'instar du surgissement des crises<sup>53</sup> ou de la (dé)mobilisation des groupes minoritaires<sup>54</sup>.

Ces usages foisonnants donnent à voir la fécondité de l'approche processuelle et on peut, sans exclusive, évoquer trois principaux apports. Un premier relève de la focale portée sur les multiples entourages et réseaux des militant·es dont les propriétés individuelles ne suffisent jamais à expliquer les conduites. C'est bien dans la rencontre entre des trajectoires individuelles et collectives, des sociabilités qu'elles rendent ou non possibles, et une diversité d'institutions où les investissements sont envisageables (les fluctuations de l'« offre d'engagement » dans ce que Lilian Mathieu nomme l'espace des mouvements sociaux<sup>55</sup> mais aussi dans le champ politique) que l'on peut comprendre la variabilité des (dés)engagements. Un deuxième apport a trait à la redécouverte du temps dans l'étude du militantisme, l'approche invitant à restituer l'historicité des investissements politiques et leurs contingences au gré de l'enchaînement des situations. L'affinage du modèle des rétributions, sur laquelle nous reviendrons, en est une illustration. Troisième apport, au-delà de l'action collective, les perspectives processuelles irriguent la sociologie des comportements politiques en France, même si le programme de 2001 n'est pas toujours déployé. Depuis cette date, les travaux sur les rapports à la politique et au vote se sont renouvelés par les méthodes panélisées. Le CEVIPOF a mis en place en 2002 un panel électoral visant à saisir les fluctuations des préférences des Français par sondages réguliers tandis que, dès 2006, le CEVIPOPE (« Collectif d'études sur la vie politique, le

---

<sup>47</sup> F. Sawicki, J. Siméant-Germanos, « Décloisonner la sociologie de l'engagement ... », art. cité.

<sup>48</sup> Éric Agrikoliansky, « Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », dans O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi, V. Tiberj (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques...*, op. cit., p. 186.

<sup>49</sup> Julie Pagis, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

<sup>50</sup> Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule (dir.), « Retour sur les situations révolutionnaires arabes », *Revue française de science politique*, 62 (1-2), février-avril 2012 ; Choukri Hmed, Laurent Jeanpierre (dir.), « Révolutions et crises politiques. Maghreb-Machrek », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211-212, 2016.

<sup>51</sup> Quentin Delpech, *Mobilisations syndicales et violence au Sud*, Paris, Karthala, 2014.

<sup>52</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle, Johanna Siméant-Germanos, *Un autre monde à Nairobi*, Paris, Karthala, 2009.

<sup>53</sup> Youssef El Chazli, *Devenu révolutionnaire à Alexandrie*, Paris, Dalloz, 2020.

<sup>54</sup> Julien Talpin, « Politisations ordinaires et démobilisations minoritaires », mémoire d'habilitation à diriger des recherches en science politique, Université Paris 1, 2022.

<sup>55</sup> Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007, p.131-151.

populaire et les élections ») inaugure un cycle d'études qualitatives à travers des entretiens panélisés avant, pendant et après les séquences électorales<sup>56</sup>.

Si cette conversion collective à l'analyse processuelle des politisations est particulièrement visible en France<sup>57</sup>, elle n'y est pas circonscrite. À la suite des travaux de Doug Mac Adam et d'autres sur les dimensions générationnelles<sup>58</sup>, diverses recherches relatives aux temporalités de l'action collective se déploient dans l'espace anglo-saxon dans les années 2000, notamment autour des conséquences de l'engagement<sup>59</sup>. Catherine Corrigan-Brown publie, par exemple, en 2012 un ouvrage sur les trajectoires de participation à différents moments du cycle de vie<sup>60</sup>. Le travail de passeur d'O. Fillieule et de quelques chercheurs équipés par la sociologie politique française<sup>61</sup> contribue à ces évolutions à l'échelle internationale. L'auteur de l'article de 2001 a notamment publié plusieurs textes aux États-Unis visant à diffuser l'approche interactionniste par les carrières<sup>62</sup>. Les *readers* quant à l'action collective comprennent désormais des entrées liées à la *french touch* processuelle<sup>63</sup>. S'il n'est pas aisé d'évaluer la portée internationale de cette approche francophone<sup>64</sup>, l'analyse par les carrières reste peu utilisée dans la littérature anglophone alors même que ce sont des outils états-uniens qui en ont permis l'élaboration en France. Subséquemment, l'énigme réside dans les conditions du succès français des propositions de 2001.

*Controverses : où sont passées les structures ?*

---

<sup>56</sup> François Buton, Nicolas Mariot, Patrick Lehingue, Sabine Rozier « Que faire des entretiens panélisés ? », dans *L'ordinaire du politique*, Lille, Septentrion, 2016, p. 337-407 ; Collectif SPEL, *Les sens du vote*, Rennes, PUR, 2016.

<sup>57</sup> Yves Déloye, Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles », dans O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi, V. Tiberj (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques...*, *op. cit.*, p. 323-346 ; Lorenzo Barrault-Stella, Bernard Pudal, « Retour sur la politisation des classes populaires. Propositions pour une analyse des états de matière de la politique et de leur convertibilité », dans Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gaïti, Patrick Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, PUR, 2019, p. 105-128.

<sup>58</sup> À l'instar de ceux de Kent Jennings à partir de panels : « Residues of a Movement. The Aging of the American Protest Generation », *The American Political Science Review*, 81 (2), 1987, p. 267-382 ; K. Jennings, « Generation Units and the Student Protest Movement in the United States. An Intra and Intergenerational Analysis », *Political Psychology*, 23 (2), 2002, p. 303-324.

<sup>59</sup> Marco Giugni, « Political, Biographical and Cultural Consequences of Social Movement », *Sociology Compass*, 5 (2), 2008, p. 1582-1600 ; Lorenzo Bosi, Marco Giugni, Katrin Uba (dir.), *The Consequences of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

<sup>60</sup> Catherine Corrigan-Brown, *Patterns of Protest*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

<sup>61</sup> Par exemple Johanna Siméant-Germanos, « Conceptualizing Contexts or Contextualizing Concepts ? On Some Issues of the Modeling of Relational Spaces dans the Study of Collective Action », *Social Movements Studies*, 20 (2), 2019, p. 139-154.

<sup>62</sup> Olivier Fillieule, « Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement », *Social Movements Studies*, 9 (1), 2010, p. 1-15 ; Olivier Fillieule, Jan Willem Duyvendak, « Patterned Fluidity: an Interactionist Perspective as a Tool for Exploring Contentious Politics », dans James Jasper, Jan Willem Duyvendak (dir.), *Players and Arenas. The Interactive Dynamics of Protest*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2015, p. 298-318.

<sup>63</sup> Par exemple Olivier Fillieule, « Demobilization and Disengagement in a Life Course Perspective », in Donatella Della Porta, Mario Diani (dir.), *The Oxford Handbook of Social Movements*, Oxford, Oxford University Press, 2015, [pagination](#), et plusieurs contributions à David A. Snow, Daniela Della Porta, Bert Klandermans, Doug McAdam (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Oxford, John Wiley and Sons, 2013.

<sup>64</sup> L'approche est très présente dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* traduit en arabe en 2017 (Sefsafa publishing, coordonné par D. El Khawaga), et l'article de 2001 a été traduit en espagnol : « Propuesta para un análisis procesual del compromiso individual », *Intersticios*, 9 (2), 2015, <https://www.intersticios.es/article/view/15549>

Car au-delà du constat de réussite de l'approche par les carrières, comment l'expliquer ? S'en tenir à un épuisement des manières antérieures d'analyser le militantisme apparaît naturalisant et il faut faire un détour par les débats qui animent la sociologie politique française après 2001. Ce qui marque lorsque l'on essaie de restituer les réceptions du *post-scriptum*, c'est l'absence relative de commentaires les premières années. Cinq numéros plus tard toujours dans la *RFSP*, L. Mathieu signe un article qui, au-delà des points communs avec le dossier de 2001 (notamment la distanciation avec SOP), présente une perspective alternative pour une analyse des « conditions de l'engagement contestataire individuel<sup>65</sup> ». L'auteur ne discute toutefois pas l'approche par les carrières alors que l'interactionniste d'Erving Goffman est au cœur de son argumentation. Même tendance dans un article de 2003 de F. Sawicki intitulé « Les temps de l'engagement<sup>66</sup> ».

Une des rares critiques est publiée en 2002 par Annie Collovald. Si cette dernière explique rejoindre la conception dynamique proposée, ce sont les modalités de sa mise en œuvre qui lui semblent problématiques. Outre le rappel des risques d'omission des mobilisations populaires liées à la focalisation des travaux sur des « causes récentes » (sans papiers, écologie, etc.), elle estime que l'article d'O. Fillieule « mésestime à la fois chez les auteurs qu'il sollicite et dans les directives d'analyse qu'il met en avant la dimension structurelle des interactions »<sup>67</sup>. Cela le conduirait à « une démarche individualiste pour analyser les individus en interrelations ». A. Collovald propose donc l'usage d'une autre approche interactionniste, à partir de la notion de « carrière morale » d'E. Goffman. Laissant plus de place aux relations entre l'acteur et les institutions, le concept invite, selon elle, à « mettre en évidence les configurations successives des relations dans lesquelles les militants sont impliqués, à souligner les contraintes structurelles mouvantes qui pèsent sur leurs marges de jeu et leurs capacités d'adaptation et, ainsi, à suivre la dynamique des transformations tout à la fois objectives et subjectives des individus pour l'observer, étape après étape<sup>68</sup> ».

La controverse a nourri les débats en France autour des bonnes manières d'analyser l'engagement, d'observer le militantisme au prisme des interactions, des ancrages sociaux et de leurs articulations avec les institutions militantes<sup>69</sup>. Le numéro d'*Actes de la recherche en sciences sociales* consacré au « capital militant » en 2004 est enrichi de ces perspectives, entre autres lorsque Frédéric Matonti et Franck Poupeau invitent à questionner la circulation des savoirs entre différentes espaces fréquentés par les militant-es<sup>70</sup>. Le livre collectif de 2005 sur les reconversions militantes est aussi irrigué par le dossier de 2001<sup>71</sup>. En 2008, Muriel Darmon publie dans *Politix* un texte prenant part à ces controverses. Elle note la pluralité potentielle des usages de la notion de carrières, avant de « réfléchir à l'existence de points de passage entre

---

<sup>65</sup> Lilian Mathieu, « Rapports au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52 (1), février 2002, p. 75.

<sup>66</sup> Frédéric Sawicki, « Les temps de l'engagement », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146.

<sup>67</sup> Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », dans Annie Collovald (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229, ici note 107.

<sup>68</sup> Annie Collovald, « De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, 56, 2001. p. 154 et 155.

<sup>69</sup> Hélène Combes, Choukri Hmed, Lilian Mathieu, Johanna Siméant-Germanos, Isabelle Sommier (dir.), « Observer les mobilisations », *Politix*, 93, 2011, p. 7-27.

<sup>70</sup> Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155 (5), 2004, p. 4-11.

<sup>71</sup> Sylvie Tissot, Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2005.

sociologie interactionniste et sociologie bourdieusienne<sup>72</sup> ». Elle suggère, dans le sens des critiques relatives à la minoration des dimensions structurales, que prêter davantage attention à l'« histoire faite corps » (les dispositions) comme à l'« histoire faite chose » (les institutions) autorise un déploiement plus objectivant (par rapport aux discours sur soi des enquêtés d'une part, aux discours de l'institution de l'autre) du concept de carrière. Si l'article de 2001 faisait une place aux dispositions et à la socialisation par l'engagement, il est vrai que les dimensions institutionnelles n'y étaient pas centrales. Aussi, on ne s'étonnera pas de retrouver de telles critiques dans l'article de 2009 de F. Sawicki et J. Siméant-Germanos<sup>73</sup>. Invitant à des analyses à la fois micro (par les carrières), meso (par les organisations) et macro (par des transformations de plus grande ampleur), ils estiment que le programme de 2001 présente une double limite : la sous-estimation du façonnage organisationnel de l'engagement d'une part, l'insuffisante prise en compte des transformations macrosociologiques (à l'instar de la généralisation de l'accès à l'enseignement) de l'autre. Peut-être n'est-ce pas un hasard si, dès la publication de la première édition du *Dictionnaire des mouvements sociaux* en 2009, O. Fillieule évoque dans sa notice sur les carrières la notion de « carrière morale » d'E. Goffman, insiste sur les dispositions (par les effets de sélections des organisations) et développe la socialisation par les institutions militantes. Comme si les critiques émises par la sociologie politique française, et corroborées par la redécouverte de travaux sur le façonnage organisationnel<sup>74</sup>, étaient désormais intégrées.

### *Travail de traduction, hybridations théoriques et empiriques*

Parallèlement à ces débats, O. Fillieule engage dans les années 2000 un dialogue avec des chercheurs ayant contribué à diffuser la sociologie de P. Bourdieu dans la science politique. Ce travail de traduction de l'approche interactionniste en France est le pendant des investissements internationaux pour faire exister une *french touch* dans l'étude des mouvements sociaux. En 2005, dans le cadre du livre sur *Le désengagement militant*, Bernard Pudal met en œuvre une approche relationnelle et processuelle du (dés)engagement compatible avec les perspectives interactionnistes du militantisme<sup>75</sup>. La même année, D. Gaxie publie dans la *Revue suisse de science politique* un texte revisitant son analyse des rétributions publiée dans la *RFSP* en 1977<sup>76</sup> et précisant que sa perspective peut passer par une analyse des carrières. Il insiste sur la variabilité des rétributions selon les individus, les moments et les organisations : celles-ci, susceptibles de ne pas avoir été anticipées, constituent des « potentialités appropriables »<sup>77</sup>. En 2010, au sein du reader français relatif à l'action collective qu'O. Fillieule codirige, il signe un texte avec B. Pudal<sup>78</sup> précisant comment l'approche l'interactionniste de 2001 s'articule avec une sociologie dispositionnaliste, attentive aux ancrages sociaux autant qu'aux socialisations institutionnelles.

---

<sup>72</sup> Muriel Darmon, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 82, 2008, p. 149-167, ici p. 151-152.

<sup>73</sup> F. Sawicki, J. Siméant-Germanos, « Décloisonner la sociologie de l'engagement... », art. cité.

<sup>74</sup> Notamment Hans Gerth, Charles W. Mills, *Character and Social Structure*, Londres, Routledge, 1954.

<sup>75</sup> Bernard Pudal, « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'auto analyse », dans Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p.155-169.

<sup>76</sup> Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 11 (1), 2005, p.157-188.

<sup>77</sup> Sur ces rapprochements : Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, « Les rétributions du militantisme. Du concept à la méthode », dans L. Barrault-Stella, B. Gaïti, P. Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ?...*, op. cit., p. 105-128.

<sup>78</sup> Olivier Fillieule, Bernard Pudal, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », dans *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

Le travail d'implantation en France de l'approche de 2001 se poursuit dans les années 2010. En 2016, dans un ouvrage codirigé par O. Fillieule en hommage à N. Mayer, É. Agrikoliansky synthétise certains risques des études de carrières militantes<sup>79</sup> : l'écueil compréhensif consistant à ratifier le discours des acteurs (déjà présent dans l'article de M. Darmon de 2008), le risque de l'illusion biographique (évoqué par O. Fillieule dès 2001), la tentation de la singularité (sur laquelle A. Collovald avait porté la discussion en 2002). L'intégration de l'approche à la sociologie politique française se poursuit par ailleurs à cette période par l'enquête. Pour prolonger les pistes sur les incidences biographiques de l'engagement, O. Fillieule met en place en 2013 un projet de recherche (SOMBRERO) qui associe, dans une étude de « militants ordinaires » de mai 68, parmi les meilleurs spécialistes francophones de sociologie de l'engagement<sup>80</sup>, dont A. Collovald qui avait proposé d'orienter dans un sens plus structural le programme de 2001. O. Fillieule codirige aussi en 2019 avec E. Neveu un ouvrage sur le devenir des dispositions incorporées pendant les moments d'activisme<sup>81</sup>.

Outre les inflexions aux propositions de 2001 vers une sociologie plus attentive aux dispositions et aux institutions, ce qui rend possible ces prolongements, ce sont les innovations empiriques. L'article de la *RFSP* était flou sur la manière d'articuler statistiquement une pluralité de carrières, mais les progrès réalisés à la fin des années 1990 aux États-Unis vont se révéler décisifs. Alors que les techniques d'objectivation statistique auparavant disponibles (à l'instar des ACM, des régressions ou des analyses de réseaux) avaient tendance à « écraser » le temps, l'analyse de séquences et les méthodes d'appariement optimal – utilisées à l'origine pour le séquençage de l'ADN et appliquées en sciences sociales par A. Abbott<sup>82</sup> – sont mises au travail dans l'analyse du militantisme, ce qui permet désormais d'articuler plusieurs carrières<sup>83</sup> (par exemple quatre dans les travaux sur les gilets jaunes et on peut en intégrer davantage). Pour les documenter, les chercheurs comme ceux de SOMBRERO prennent appui, outre sur des entretiens et des récits de vie, sur des calendriers de vie – d'abord en face à face, puis auto-administrés<sup>84</sup> – des militants. Chacun des chantiers est ainsi affiné ces deux dernières décennies<sup>85</sup>. Dans un article de la *RFSP* de 2019, O. Fillieule et T. Rossier font de nouvelles propositions – combinant des analyses séquentielles (pour mieux temporaliser) et des analyses géométriques (centrales dans la sociologie de P. Bourdieu) – pour réaliser des biographies collectives de militants (combinant des dimensions subjectives et objectives) statistiquement

---

<sup>79</sup> Éric Agrikoliansky, « Les « carrières militantes » ... », art. cité, p. 182-186.

<sup>80</sup> Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclet, Isabelle Sommier (dir.), avec le collectif Sombrero, *Changer le monde, changer sa vie*, Paris, Actes Sud, 2018.

<sup>81</sup> Olivier Fillieule, Erik Neveu (dir.), *Activists Forever ? Long-Term Impacts of Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

<sup>82</sup> Andrew Abbott, « Sequence Analysis », *Annual Review of Sociology*, 21 (1), 1995, p. 93-113.

<sup>83</sup> L'appariement optimal met en exergue des interdépendances entre des trajectoires individuelles parallèles, comme les carrières militantes, affectives etc. L'importation de ces méthodes dans les années 2000 est générale dans les sciences sociales françaises : Nicolas Robette, Nicolas Thibault, « Analyse harmonique ou méthodes d'appariement optimal ? », *Population*, 63 (4), 2008, p. 621-646.

<sup>84</sup> Ce qui implique une forte réflexivité et des souvenirs de la part des enquêtés, d'où quelques doutes méthodologiques sur la répliquabilité du mode opératoire (*a fortiori* au sein de groupes pour lesquels on ne dispose pas de fichiers des activistes) : « Il s'est toutefois révélé à l'usage que les enquêtés avaient souvent du mal à parfaitement remplir un tel questionnaire (...) Au-delà même de la question des outils informatiques nécessaires au traitement de telles données processuelles, c'est la question des conditions de possibilité d'une telle enquête (en fonction, notamment, de la population analysée) que ce travail conduit à poser » : Jean-Gabriel Contamin, Roland Delacroix, « Les transformations des formes d'engagement au prisme du local », *Politix*, 85, 2009, p. 101.

<sup>85</sup> Voir l'articulation de récits de vie, calendriers de vie et analyses séquentielles dans Camille Masclet, « Sociologie des féministes des années 1970 », thèse de doctorat en sociologie et en science politique, Université Paris 8 et Université de Lausanne, 2017 (sous la direction de M. Ferrand et O. Fillieule).

pertinentes, dynamiques et incarnées par des « portraits représentatifs »<sup>86</sup>. Si la préconisation se singularise par une perspective ambitieuse de *mixed methods* à parts égales, seuls ses usages empiriques permettront de saisir sa fécondité. On notera à ce stade, avec Pierre Mercklé, qu'« il n'y a pas de moyen de distinguer de façon tranchée entre des caractéristiques individuelles qui seraient « objectives » et donc parfaitement stables, et des propriétés plus subjectives susceptibles au contraire de varier, mais qu'il y a plutôt un espace continu allant des propriétés les plus institutionnalisées aux opinions les plus volatiles ». Prendre en compte ces difficultés implique de collecter des « informations précises sur le déroulement des enquêtes et leur réception par les enquêtés<sup>87</sup> ».

Au-delà de ces discussions méthodologiques, le programme relatif aux carrières militantes, objectivé sous une forme provisoire en 2001, n'a eu de cesse d'être discuté, remis sur le métier et ajusté au gré des débats théoriques et des sophistications empiriques en France comme dans l'espace anglophone. Cette approche prend aujourd'hui place dans un système théorique plus général d'analyse interactionniste et configurationnelle de l'action collective<sup>88</sup>. Ce qui ressort de cette histoire des manières de travailler sur l'engagement en France, ce sont au fil du temps « diverses tentatives d'hybridation théorique ou d'importation de questionnements élaborés dans d'autres domaines de recherche<sup>89</sup> » afin de favoriser l'entretien du programme de 2001. L'évolutivité du projet n'est sans doute pas pour rien dans son maintien deux décennies durant.

## **Bringing the State back in<sup>90</sup> ? Propositions pour des analyses processuelles et relationnelles du façonnage étatique des investissements politiques**

Troisième moment : au-delà des succès, que faire pour renouveler l'analyse processuelle de l'engagement ? Si l'entreprise n'est pas aisée du fait de son ambition comme de sa sophistication croissante, on peut esquisser quelques propositions dans une perspective cumulative avec la sociologie de l'État et de l'action publique. Et le diagnostic a maintes fois été établi : tant l'analyse des politiques publiques<sup>91</sup> que la sociologie de l'engagement<sup>92</sup> sont sujets à novation par décloisonnement.

### *Pour une analyse des étatisations des (dés)investissements politiques*

Du fait de son autonomisation, l'étude des mouvements sociaux court le « risque d'un enfermement théorique et d'une certaine surdité à l'égard des autres secteurs des sciences sociales<sup>93</sup> ». L'un des points communs des approches françaises depuis les années 1990 renvoie

---

<sup>86</sup> Thierry Rossier, Olivier Fillieule, « Devenir(s) militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitard.e.s français.e.s », *Revue française de science politique*, 69 (4), août 2019, p. 631-683.

<sup>87</sup> Pierre Mercklé, « Mesurer et analyser les incohérences de réponses dans les enquêtes longitudinales », dans *Un panel français. L'étude longitudinale par Internet pour les sciences sociales (Elips)*, Paris, INED, 2021, p. 136 et 137.

<sup>88</sup> Olivier Fillieule, Christophe Broqua, « Sexual and Reproductive Rights Movements and Counter Movements from an Interactionist Perspective », *Social Movements Studies*, 19, 2020, p. 1-20.

<sup>89</sup> Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), « Avant-propos », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2<sup>e</sup> édition, 2020, p. 17.

<sup>90</sup> Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer, Theda Skocpol, *Bringing the Stat Back In ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

<sup>91</sup> Patrick Hassenteufel, Andy Smith, « Vers un décloisonnement de l'analyse des politiques publiques ? », *Revue française de science politique*, 52 (1), février 2002, p. 3-4.

<sup>92</sup> F. Sawicki, J. Siméant-Germanos, « Décloisonner la sociologie de l'engagement... », art. cité.

<sup>93</sup> L. Mathieu, « Rapports au politique... », art. cité, p. 98-99.

à la distanciation avec le modèle SOP<sup>94</sup>, qui insiste sur les rapports des mobilisés au « système politique ». Si les critiques (fixisme, réification de l'État, absence de médiations, etc.) sont convaincantes, on peut se demander si ce rejet n'a pas conduit à laisser de côté l'État ou, mieux, les diverses institutions publiques, qu'elles soient en interaction avec les contestataires<sup>95</sup> ou qu'elles participent indirectement à leur socialisation et à leur conformation à l'ordre institutionnel. À rebours des potentielles déliaisons dangereuses liés aux spécialisations sous-disciplinaires, l'enjeu est de questionner les processus d'étatisations des (dés)investissements politiques. Il s'agit donc, sans remobiliser SOP, de contribuer au renouvellement des analyses de l'engagement en prenant acte à la fois de la différenciation de l'action de l'État<sup>96</sup>, de ce que la littérature nomme des *policy feedback*, et de l'éventuel façonnage étatique des situations de mobilisation. Bien que parfois oubliées, ces pistes ont été au cœur de la sociologie historique, par exemple dans les travaux de Charles Tilly<sup>97</sup> ou de Pierre Birnbaum<sup>98</sup>.

Porter un regard relationnel sur l'État et les organisations collectives n'a rien d'original<sup>99</sup>. Une abondante littérature – à laquelle il n'est pas possible de rendre justice ici – s'interroge ainsi sur les interactions entre les collectifs et la force publique, notamment sous l'angle du maintien de l'ordre par les institutions policières, voire judiciaires<sup>100</sup>. Dans un article de 2011, Hélène Combes et O. Fillieule proposent « une approche dynamique des interactions entre action protestataire et gestion étatique », afin d'articuler « parcours individuels et répression »<sup>101</sup>. On voudrait suggérer en complément combien l'action de l'État et des institutions publiques en lien avec les engagements militants, protestataires ou non, n'est pas réductible aux activités répressives. Il faut pour le comprendre prendre au sérieux la différenciation, diachronique et synchronique, des formes d'intervention de la puissance publique. Car si étudier relationnellement l'État et les entreprises militantes n'est pas une nouveauté<sup>102</sup>, mobiliser à parts égales les outils des sociologies de l'action collective et de l'action publique<sup>103</sup> l'est davantage, singulièrement lorsqu'il s'agit, pour le dire avec Paul Veyne, d'allonger le questionnaire<sup>104</sup>.

---

<sup>94</sup> O. Fillieule, L. Mathieu, « Structure des opportunités politiques », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 573-580.

<sup>95</sup> Olivier Fillieule a noté combien, lors de face-à-face avec des manifestants, les forces de l'ordre peuvent contribuer à la « délimitation de degrés d'acceptabilité dans l'illégalisme » : *Stratégies de la rue*, op. cit., p. 356.

<sup>96</sup> Pierre Birnbaum, « L'action de l'État. Différenciation et dédifférenciation », dans Jean Leca, Madeleine Grawitz (dir.), *Traité de Science Politique*, volume 3, Paris, PUF, 1985, p. 643-681.

<sup>97</sup> Charles Tilly intègre la contestation à la formation et au fonctionnement de l'État : *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

<sup>98</sup> « Il s'agit donc de faire de l'État (...) une variable explicative du devenir des sociétés » : Pierre Birnbaum, *La logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982, p. 8.

<sup>99</sup> Par exemple Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

<sup>100</sup> Olivier Fillieule, Fabien Jobard, *Politiques du désordre*, Paris, Seuil, 2020.

<sup>101</sup> Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue française de science politique*, 61 (6), décembre 2011, p. 1052 et p. 1068.

<sup>102</sup> Voir les analyses relationnelles à partir de causes : Laure Bereni, *La bataille de la parité*, Paris, Economica, 2015.

<sup>103</sup> Sur ces rapprochements depuis la sociologie de l'action publique : Claire Dupuy, Charlotte Halpern, « Les politiques publiques face à leurs protestataires », *Revue française de science politique*, 59 (4), août 2009, p. 701-722. L'entrée « Politiques publiques » dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* illustre les décalages avec la sociologie de l'action collective, l'auteur concluant par un plaidoyer en faveur de la notion de SOP pourtant congédiée par l'analyse française des mouvements sociaux : Charlotte Halpern, « Politiques publiques », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit., p. 460-467.

<sup>104</sup> Paul Veyne, *Le quotidien et l'intéressant*, Paris, Les Belles Lettres, 1995, p. 169.

Si l'on suit Michel Foucault, la période contemporaine est caractérisée par un processus d'étatisation de la société, soit « le développement d'un ensemble de dispositifs concrets, de pratiques par lesquels s'exerce matériellement le pouvoir<sup>105</sup> » de l'État. Deux facettes au moins de ce processus sont susceptibles de jouer sur les engagements politiques. Une première relève de l'étatisation des individus et des groupes « gouvernés », c'est-à-dire de leurs socialisations à l'État, soit une forme d'étatisation qui s'inscrit dans les corps par des dispositions relativement stables produites par l'ensemble des expériences, directes (à l'école, au guichet, à travers des démarches administratives, dans l'isolement, lors d'interactions avec la police, etc.) ou médiées (par le recours à des intermédiaires, des représentations susceptibles d'être véhiculées au sein des groupes d'appartenance, les médias, etc.), des institutions administratives et politiques qu'ils ont connu au cours de leurs trajectoires. En lien, une seconde facette de cette étatisation a trait à la contribution des institutions et actions publiques à la construction des situations, et notamment de celles de (dés)engagement. Telles sont, au-delà du problème posé par la distinction entre l'« État » et la « société civile<sup>106</sup> », les deux pistes articulées pour prolonger l'analyse processuelle des investissements politiques.

### *Le déploiement pluri-institutionnel de la domination légale-rationnelle ou l'étatisation plurielle des individus*

Un *premier chantier* consiste à prendre au sérieux le déploiement pluri-institutionnel de la domination légale-rationnelle. L'encadrement des engagements ne peut pas, *a priori* au moins, se limiter à la gestion policière du fait de la différenciation de l'action étatique. Car si les institutions du maintien de l'ordre peuvent avoir un rôle non négligeable dans les cheminements militants, c'est aussi potentiellement le cas, par des médiations différentes, d'autres institutions bureaucratiques et politiques (école, services sociaux, fisc, institutions locales, etc.). S'il ne s'agit pas de considérer que les militant.es se (dés)engagent uniquement du fait de l'action publique, on peut rappeler que l'encadrement politico-bureaucratique ne se réduit pas, au moins dans les sociétés à domination légale-rationnelle prenant appui sur un État fortement différencié, à la répression des institutions coercitives. Il faut donc restituer la pluralité des institutions incarnant l'État sans le restreindre à l'usage de la force physique, *a fortiori* si l'on considère, avec Pierre Bourdieu prolongeant Max Weber, que l'État peut aussi exister dans les corps et exercer une forme de violence symbolique<sup>107</sup>. Ce qui induit, chez les mêmes individus, une potentielle pluralité de rapports aux institutions publiques susceptibles de façonner l'engagement, non seulement par la force mais aussi – parfois concomitamment – à travers des procédés plus « positifs » (à l'instar d'attentes, d'incitations, de distribution de ressources, etc.<sup>108</sup>).

Ce chantier consiste donc à restituer l'étatisation plurielle des individus en observant, dans chaque séquence des carrières, les rapports fluctuants des mobilisés à une diversité d'institutions politiques ou bureaucratiques susceptibles de conditionner ou modeler leurs engagements. Comme l'ont montré les travaux de Yasmine Siblot concernant les classes

---

<sup>105</sup> Pierre Lascombes, « La gouvernementalité : de la critique de l'État aux technologies de pouvoir », *Le portique*, 13-14, 2004, <https://journals.openedition.org/leportique/625>

<sup>106</sup> Bernard Lacroix, « Ordre politique et ordre social », dans J. Leca, M. Grawitz (dir.), *Traité de Science Politique*, volume 1, *op. cit.*, p. 469-565. Certains segments de l'État peuvent équiper ou encourager des actions collectives comme le montrent les travaux sur le militantisme institutionnel ou la délégation au secteur associatif de nombre de politiques.

<sup>107</sup> Pierre Bourdieu, *Sur l'État*, Paris, Seuil-Raisons d'agir, 2012.

<sup>108</sup> Jay Rowell a souligné combien la domination étatique en RDA s'appuyait non seulement sur le recours à la force, mais aussi sur la distribution de biens comme des logements, favorisant en situation « autoritaire » la docilité des gouvernés : *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Economica, 2006.

populaires<sup>109</sup>, les relations à l'État s'étudient à l'aune des rapports quotidiens aux institutions publiques. Si l'on ne veut pas dépolitiser l'objet, il faut, à rebours d'une entrée par dispositif, questionner ensemble les relations aux diverses institutions administratives et politiques (dont celle électorale) pour restituer l'économie des rapports à l'État<sup>110</sup>. Le cas des classes supérieures montre combien, en ne se focalisant pas sur le rapport à une seule institution (comme l'école ou le fisc isolément), il est possible de repérer des combinaisons de dispositions par rapport aux diverses entités incarnant l'État, susceptibles sous certaines conditions et au gré des situations, de structurer leurs usages – dont ceux collectifs et protestataires – des institutions administratives et politiques<sup>111</sup>. Ces configurations de dispositions, produit de l'étatisation plurielle des individus liée à la différenciation de l'État, sont susceptibles d'éclairer à nouveaux frais les carrières militantes car certaines dispositions peuvent, dans le cours de l'engagement, s'éroder, devenir secondaires, être mises en sommeil ou même exaltées du fait des évolutions des relations du groupe aux autorités publiques, rendant aussi possible pour ces dernières un jeu sur les dispositions des activistes. L'analyse processuelle de l'engagement gagne en ce sens à intégrer le rapport à l'État dans sa pluralité, au politique, aux administrations et à l'action publique. Cette piste rejoint les perspectives de Katerine Cramer Walsh qui a souligné combien une identification au monde rural peut façonner une politisation par le ressentiment susceptible d'avoir des traductions électorales (vote pour D. Trump) et militantes<sup>112</sup> : « le processus de politisation ne se réduit pas à l'arène de la compétition politique avec ses professionnels et ses codes spécialisés, il met également en jeu l'action publique à travers ses acteurs (des travailleurs sociaux, des juges, des policiers, des fonctionnaires de guichet, etc.) et ses arbitrages centraux dans l'allocation des ressources<sup>113</sup> ».

Cette inclusion des rapports aux institutions publiques dans l'étude de l'engagement conduit aussi, dans une perspective diachronique, à dialoguer avec les travaux de politiques publiques relatifs à leurs *feedbacks*<sup>114</sup>. Si ces études datent des années 1930, ce n'est que depuis les années 1990, sous l'impulsion de travaux néo-institutionnalistes<sup>115</sup>, qu'elles ont questionné centralement les effets sur les citoyens. Cette littérature a identifié des « effets ressources », des « effets interprétatifs » et des « effets normatifs »<sup>116</sup> sur les comportements des publics. Suzanne Mettler montre, à partir de 28 entretiens rétrospectifs et d'analyses statistiques (N = 716) reposant des régressions, que les vétérans américains bénéficiaires de la GI Bill votent et participent davantage, toutes choses égales par ailleurs, à des actions collectives<sup>117</sup>. Outre des choix méthodologiques (notamment le recours privilégié à des sondages) conduisant souvent à se centrer sur les représentations, ces travaux ont tendance à reproduire une approche sectorielle qui pose des problèmes d'inférence et ne permet pas d'observer les articulations entre plusieurs

---

<sup>109</sup> Yasmine Siblot, *Faire valoir ses droits au quotidien*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

<sup>110</sup> Lorenzo Barrault-Stella, Philippe Bongrand, Cédric Hugrée, Yasmine Siblot (dir.), « Rapports à l'École, rapports à l'État », *Politix*, 130, 2020.

<sup>111</sup> Lorenzo Barrault-Stella, Cédric Hugrée, « Maîtriser l'école, instrumentaliser l'État ? Les rapports à l'école et aux institutions publiques dans les classes supérieures », *Politix*, 130, 2020, p. 103-135.

<sup>112</sup> Katerine Cramer Walsh, *The Politics of Resentment*, Chicago, University of Chicago Press, 2016.

<sup>113</sup> Yves Déloye, Florence Haegel, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 127, 2019, p. 76.

<sup>114</sup> Sur certains liens entre ces travaux et la sociologie des rapports « ordinaires » aux institutions étatiques : Alexis Spire, « État des lieux : les *policy feedback* et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 5 (4), 2016, p. 141-156.

<sup>115</sup> Theda Skocpol, *Protecting Soldiers and Mothers*, Cambridge, Harvard University Press, 1992; Paul Pierson, « When effect becomes cause: policy feedback and political attitudes », *World politics*, 45 (4), 1993, p. 595-628.

<sup>116</sup> Pour des synthèses : Suzanne Mettler, Mallory Sorelle, « Policy Feedback Theory », dans Paul A. Sabatier, (dir.), *Theories of the Policy Process*, Boulder, Westview Press, 2014, p. 51-181 ; Claire Dupuy, « Policy Feedback », dans Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, Pauline Ravinet (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de science Po, 5<sup>e</sup> édition, 2019, p. 453-461.

<sup>117</sup> Suzanne Mettler, *Soldiers to Citizens*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

dispositifs ou institutions susceptibles de produire des effets sur les gouvernés. Ils fournissent toutefois des pistes pour l'analyse des socialisations continues à l'État par l'action publique<sup>118</sup>, en amont, synchroniquement ou en aval des moments d'engagement. D'autant que, complémentairement, l'approche par les carrières invite à un suivi d'individus dans différentes sphères de vie, autorisant à saisir diverses voies d'étatisations (par une pluralité d'institutions et actions publiques) susceptibles de façonner leur militantisme. Si l'on souhaite conserver l'approche interactionniste de 2001, on peut suivre cette piste en articulant de manière temporalisée une « carrière des institutions publiques » – dont l'opérationnalisation statistique reste à préciser du fait de la pluralité des institutions publiques potentiellement impliquées – avec les autres (militantes, professionnelle, etc.). Mais la redécouverte de l'État dans l'étude de l'engagement ne se limite pas à cette prise en compte des rapports aux diverses institutions publiques.

### *La contribution étatique à la construction des moments de (dés)engagement ou l'étatisation des situations*

Le façonnage politique et bureaucratique des investissements militants n'épouse en effet pas que des formes incorporées. Le programme dispositionnaliste consiste d'ailleurs dans l'étude des genèses mais aussi, bien que cela soit moins souvent pratiqué, des situations d'activation comme d'inhibition ou de déformation<sup>119</sup>. Un *deuxième chantier* consiste donc à s'inspirer d'approches qui, comme celle de M. Dobry, portent une attention singulière « aux situations (...) comme "variable indépendante", affectant les ressources et les dispositions sociales des individus (...) Il faut alors suivre les modes de construction des situations<sup>120</sup> ». Sans écarter les socialisations, il s'agit de s'interroger quant aux situations susceptibles de favoriser, modeler ou minorer les engagements et, plus spécifiquement, à la part que peuvent prendre dans leur définition les acteurs institutionnels (qui ne se réduisent pas à ceux gouvernementaux) par leurs stratégies au cours de l'action comme par leurs pratiques en amont. Puisque dans une acception foucauldienne, gouverner, c'est « structurer le champ d'action éventuel des autres<sup>121</sup> », il faut saisir les techniques et instruments de gouvernement susceptibles d'orienter les comportements politiques des gouvernés et leurs (dés)engagements. C'est bien la question du gouvernement des conduites politiques<sup>122</sup> et, du fait de l'encadrement pluri-institutionnel de l'État, on peut la poser en lien avec les dispositions des groupes sociaux. Constituant deux facettes d'un même processus permettant à l'État de conduire les conduites, l'étatisation des individus (au cœur des sociologies de la socialisation et des mobilisations) et l'étatisation des situations (davantage abordée par les spécialistes de l'État et de l'action publique) apparaissent entremêlées.

Questionner la contribution étatique à la construction des moments de (dés)engagements nécessite un regard socio-historique ou *a minima* diachronique sur la situation. Cela ne doit pas conduire à nier ses dynamiques propres mais à mettre en perspective l'actualisation des contraintes et opportunités qui s'offrent aux acteurs dans le cours de l'action. La question est

---

<sup>118</sup> Lorenzo Barrault-Stella, Thomas Douniès (dir.), « Citizenship as a tool of government dans Europe », *Politics & Policy*, 49 (4), 2021.

<sup>119</sup> « Les situations sociales (...) constituent de véritables « activateurs » des abrégés d'expériences incorporées (...) nous dépendons ainsi fortement de ces contextes sociaux (institutionnels ou non institutionnels) qui « tirent » de nous certaines expériences et en laissent d'autres à l'état de gestation ou de veille. Changer de contexte (professionnel, conjugal, familial, amical, religieux, politique...), c'est changer les forces qui agissent sur nous » : B. Lahire, *L'homme pluriel*, *op. cit.*, p. 69.

<sup>120</sup> B. Gaïti, J. Siméant-Germanos (dir.), *La consistance des crises*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>121</sup> Michel Foucault, « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et écrits*, 1982, Paris, Gallimard, 1999, p. 1056.

<sup>122</sup> Sur le gouvernement des conduites économiques : Sophie Dubuisson Quellier (dir.), *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de sciences Po, 2016.

centrale dans les travaux néo-institutionnalistes attentifs aux temporalités<sup>123</sup> et on peut donner une illustration des processus par lesquels l'État peut structurer le champ d'action des contestataires – c'est-à-dire les gouverner – par une enquête relative aux engagements d'enseignants contre des fermetures de classes<sup>124</sup>. Si la clôture d'écoles s'est en France accélérée depuis les années 1990, les protestations déclinent. À un niveau macro, les projets de concentration de l'offre scolaire liés aux réformes de l'État se sont intensifiées dans les années 2000. À un niveau meso, les organisations syndicales ne s'opposent plus à ces mutations depuis 1996. À un niveau micro, seule une partie des enseignants suivis dans les années 2010, plutôt âgés, fortement ancrée et ayant une carrière militante étoffée (dans des syndicats, associations, au PCF) et se mobilisent pour sauver leur école ; beaucoup d'autres, plus jeunes, moins inscrits localement, se montrent moins disposés à protester. Une analyse par les carrières permet de saisir les articulations des logiques dispositionnelles et des interactions (dans l'institution, avec les familles, etc.) susceptibles de conduire à des protestations. Mais si l'on pose la question de la construction de la situation, on doit prendre du recul par rapport à la seule étude des carrières (comme avec l'enquête localisée, ce qui implique un travail multiniveaux, par entretiens, archives, etc.) pour retrouver une diversité de processus institutionnels l'ayant rendue possible<sup>125</sup>. Différents segments des institutions ont en effet concouru à la définition de la situation ces trois dernières décennies et c'est leur agencement qui façonne ce contexte démobilisant<sup>126</sup>. Les luttes aux sommets de l'État ont permis la diffusion de méthodes de restriction de l'offre scolaire ayant circulé dans l'institution et auprès d'élus locaux. La cogestion a conduit à désamorcer les critiques syndicales. Les acteurs locaux de l'administration scolaire, équipés de savoirs quant aux dispositions des enseignants (des jeunes soucieux de quitter les mondes ruraux), ont mis en place dans les années 2000 un dispositif pour jouer sur celles-ci : les instituteurs dont la classe est fermée sont rendus prioritaires pour obtenir le poste de leur choix dans l'académie. Pareille technologie de gouvernement réduit fortement la probabilité des engagements des enseignants, même parmi ceux disposés à protester<sup>127</sup>. L'agencement de ces processus institutionnels, pas tous anticipés tant ils s'inscrivent dans des luttes propres à l'espace étatique, produit un rapport de force qui s'actualise dans la situation. Cette construction de la situation, qui rend peu jouable certains coups, entre ainsi en relation avec les dispositions et les relations des individus pour générer des pratiques de (non) engagement.

Cette piste consiste donc à articuler, dans chaque séquence, les carrières militantes avec la variabilité des agencements institutionnels susceptibles, matériellement comme symboliquement, de structurer l'engagement en concourant à la construction de la situation. Restituer les fluctuations des marges d'action octroyées par les institutions aux activistes nécessite de temporaliser, en lien avec chaque étape des carrières, les configurations de pratiques du gouvernement des conduites (annonces symboliques pour démonétiser la cause, ruptures d'alliances, déploiement de compensation, etc.), qu'il s'agisse de démobilisation,

---

<sup>123</sup> Paul Pierson, *Politics in Time*, Princeton, Princeton University Press, 2004 ; James Mahoney, Kathleen Thelen (dir), *Explaining Institutional Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

<sup>124</sup> Lorenzo Barrault-Stella, « Sauver son école ? Les appropriations différenciées des fermetures scolaires par les enseignants des mondes ruraux », dans Ivan Bruneau, Gilles Laferté, Julian Mischi, Nicolas Renahy (dir.), *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2018, p. 183-208.

<sup>125</sup> Lorenzo Barrault-Stella, « Produire un retrait de l'État acceptable. Les politiques de fermetures scolaires dans les mondes ruraux contemporains », *Gouvernement et action publique*, 3, 2016, p. 33-58.

<sup>126</sup> Les gouvernants « apprennent pour le moins aussi vite que les contestataires » : C. Tilly, *La France conteste... op.cit.*, p. 485.

<sup>127</sup> La connaissance des dispositions et des rapports sociaux des activistes est partie prenante des savoirs de gouvernement : Lorenzo Barrault-Stella, « Isoler les classes populaires. Sur la variabilité socio-spatiale des formes de démobilisation et ses limites », *Espace et sociétés*, 183, 2021, p. 35-49.

d'orientation vers certains modes d'action (à l'instar de dispositifs participatifs) ou de repolitisation alternative<sup>128</sup>. Ainsi, pour expliquer les carrières d'engagements, singulièrement les *turning point* qui ont été encore peu travaillés, explorer les espaces de l'action publique constitue une piste sérieuse afin de mieux saisir, au bénéfice de la double face de la sociologie politique des institutions<sup>129</sup>, ces « rencontres dynamiques entre ce qui est institué, sous formes de règles, de modalités d'organisations, de savoirs etc. et les investissements (ou les engagements) dans une institution »<sup>130</sup>. Cette perspective, également inspirée du néo-institutionnalisme historique et compatible avec la théorie des champs (ou secteurs ou espaces...) comme avec les analyses dispositionnalistes<sup>131</sup>, autorise à restituer le façonnage, synchronique et diachronique, des (dés)engagements par une pluralité d'institutions étatiques qui sont d'ailleurs en continuelle transformation.

Ces deux chantiers identifiés, il n'est pas souhaitable de formaliser davantage un programme de recherche : en dépit des illustrations issues de mes enquêtes, il y a sans doute une diversité de manières de procéder<sup>132</sup> à des analyses processuelles et relationnelles de l'engagement sensible aux transactions entre les mondes des activistes et ceux de la puissance publique, entre le champ étatique et l'espace des mouvements sociaux. D'ailleurs, si l'on veut poursuivre l'importation d'outils de l'école de Chicago, on peut analyser ces étatisations en mobilisant l'approche des « écologies liées ». Revenant sur ses travaux<sup>133</sup>, A. Abbott reconnaît avoir sous-estimé l'État dans les luttes professionnelles<sup>134</sup>. La sociologie de l'engagement étant dans une situation comparable, la perspective invitant à une articulation de l'écologie des militantismes et de celle des institutions publiques pourrait permettre de renouveler l'approche par les carrières, voire de reconstruire l'objet tout en bénéficiant des acquis générés ces deux dernières décennies.

\*\*\*

Revenir sur un moment fondateur de la sociologie de l'action collective française alors que le rendement de ses textes n'a pas été épuisé constitue une entreprise risquée. Incarnant pour partie une séquence d'avancées collectives, le *post-scriptum* d'O. Fillieule dans la *RFSP* en 2001 est devenu un incontournable comme l'atteste ses usages, appliqués, critiques ou même buissonniers. Le regard processuel sur l'engagement, central dans le dossier de 2001 comme dans d'autres travaux à la même période et déjà présent dans la sociologie historique, s'est diffusé à grande vitesse dans la science politique française, parmi les travaux sur l'engagement et plus largement. Ce sont les regards des chercheurs qui s'en sont, probablement de manière irréversible, trouvés bouleversés, qu'ils s'inscrivent ou non dans l'approche interactionniste

---

<sup>128</sup> Dans le cas des gilets jaunes, n'est-ce pas un ensemble d'actions publiques (telle que la hausse de la fiscalité sur les carburants) qui ont participé à l'émergence du mouvement en 2018 ? La mise en place d'une politique participative (le dispositif de « Grand Débat ») qui a concouru à sa mise en sommeil en 2019 ? Puis des obligations liées à la pandémie à sa résurgence en 2021 ?

<sup>129</sup> Brigitte Gaiti, « Entre les faits et les choses. La double face de la sociologie politique des institutions », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir.), *Les formes de l'activité politique*, Paris, PUF, 2006, p. 39-64.

<sup>130</sup> Jacques Lagroye, Michel Offerlé, « Pour une sociologie des institutions », dans Jacques Lagroye, Michel Offerlé (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2011, p. 12.

<sup>131</sup> Jacques Lagroye, « L'institution en pratiques », *Revue suisse de science politique*, 3-4, 2002, p. 114-128.

<sup>132</sup> Sur les vertus du nomadisme théorique : Erik Neveu, « In Hope that Scientific Nomadism May Turn out to Be Meaningfull After All », *Bulletin of Sociological Methodology*, 2021, <https://doi.org/10.1177/07591063211019952>

<sup>133</sup> Andrew Abbott, *The System of Professions*, Chicago, Chicago University Press, 1988.

<sup>134</sup> Andrew Abbott, « Écologies liées : à propos du système des professions », dans Pierre-Michel Menger (dir.), *Les professions et leurs sociologies*, Paris, Édition de la MSH, 2003, p. 29-50.

proposée. L'étude de l'action collective s'est par là même fortement autonomisée, tout en se normalisant par la mobilisation d'outils de sociologie générale et son insertion dans des débats relatifs à la socialisation, aux cycles de vie, etc. Décloisonnement, diversification théorique, opérationnalisation empirique, l'alliage a tenu et a été mis à jour à l'épreuve du temps. Si, en dépit de critiques ayant finalement favorisé sa traduction dans la sociologie politique française, l'analyse processuelle s'est révélée un succès, le programme de 2001 relatif aux carrières n'a pas connu exactement la même fortune. Ses usages semblent parfois avoir été parcellaires ou articulées à d'autres outils, pas nécessairement inspirés de l'interactionnisme symbolique. Cela n'a en rien empêché les collègues s'inscrivant dans cette tradition, comme ceux réunis autour d'O. Fillieule, de faire fonctionner les propositions de 2001 et de les ajuster au gré des controverses théoriques (fortes avec des sociologies plus attentives aux dimensions structurales des engagements), des innovations méthodologiques (sophistication des analyses de séquences, calendriers de vie) et du renouvellement des objets (1968, révolutions arabes, gilets jaunes, etc.).

La relecture d'un article classique comme celui de 2001 contribue en creux à une histoire de la science politique française<sup>135</sup>, des débats méthodologiques et théoriques qui témoignent de son dynamisme dans un contexte d'accélération de l'internationalisation ou, plus précisément concernant les carrières, d'hybridation croissante entre des approches internationales de science politique et d'autres plus ancrées dans les sciences sociales du politique françaises. Le cas de l'article de 2001 donne au final à voir la fécondité potentielle des échanges à la fois internationaux et interdisciplinaires dont la science politique peut bénéficier à rebours des orthodoxies de toutes obédiences. Au-delà, puisque « plus un schéma théorique est subtil et ambitieux, plus s'accroît le risque, la montée de son prestige aidant, que son usage devienne machinal, c'est-à-dire verbal<sup>136</sup> », l'*addendum* avance des compléments à l'approche processuelle de 2001. La proposition vise à resserrer les liens entre sociologie des politisations et des mouvements sociaux d'une part, et analyse de l'État de l'autre, pour saisir les toujours éventuels processus d'étatisation des investissements politiques. Deux pistes sont esquissées : d'une part intégrer l'économie des rapports à l'État dans l'analyse processuelle des investissements politiques, d'autre part et en lien prendre au sérieux l'hypothèse relationnelle du façonnage étatique des situations de (dé)mobilisation par les institutions et l'action publique. Nul doute que la conception ouverte du programme formulé par O. Fillieule comme la fertilité du dossier de 2001 et des travaux menés depuis permettront d'accueillir de tels compléments.

---

<sup>135</sup> Antonin Cohen (dir.), « Pour une histoire de la science politique française », *Revue française de science politique*, 67 (1), février 2017.

<sup>136</sup> J.-C. Passeron, « Biographies... », art. cité, p.21-22.